

The background of the slide is a light gray gradient, decorated with numerous realistic water droplets of various sizes. Some droplets are in the foreground, appearing sharp and detailed with highlights and shadows, while others are blurred in the background, creating a sense of depth. The droplets are scattered across the entire slide, with a higher concentration in the upper and lower portions.

LE RESPECT DE LA VIE PRIVEE DU PATIENT HOSPITALISE EN PSYCHIATRIE: *LA SITUATION DU PATIENT EN SOINS SANS CONSENTEMENT-*

Sophie Théron, Maître de conférences de droit public (HDR), Université Toulouse Capitole

INTRODUCTION

➤ LE RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET LE DROIT

❖ QUELLE DÉFINITION DONNER DU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE?

Cf S. Henneville-Vauchez et D. Roman « La notion de vie privée est large: dans une perspective classique , elle correspond à cette sphère secrète où l'individu a le droit d'être laissé tranquille...La vie privée s'apparente à une fortification protégeant l'intimité de la personne...mais plus récemment et sous l'influence de la jurisprudence européenne la notion de vie privée a évolué. Au droit de mener en toute discrétion une vie retirée s'est ajoutée la protection de la liberté relationnelle de la personne, sa capacité à s'ouvrir à autrui et son droit à protéger ses choix de vie ». (*Droits de l'Homme et libertés fondamentales*- Dalloz 2022).

2 dimensions selon ces auteurs: « protection de l'intimité » et « protection de l'identité ». Ici: protection de l'intimité.

Protéger « la sphère secrète » de la personne c'est donc respecter son intimité, sa tranquillité, son droit à l'image, la liberté de correspondance, le respect du secret des informations la concernant, le droit de visite, la liberté sexuelle...

❖ QUELLE EST LA PROTECTION JURIDIQUE ACCORDÉE A LA VIE PRIVÉE?

▪ UNE PROTECTION PAR LES TEXTES INTERNATIONAUX:

Art . 12 de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948

Art. 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966

▪ UNE PROTECTION PAR LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME du 4 novembre 1950

Art. 8-1 « Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance ». (et par la jurisprudence de la CEDH)

▪ UNE PROTECTION PAR LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE du 7 déc.2000

Art. 7

▪ UNE PROTECTION PAR LE DROIT FRANCAIS

✓ Rien dans le texte ni le préambule de la Constitution mais protection par le juge constitutionnel: Cf décision du 18 janv. 1995 n°94-352 DC (« la méconnaissance du droit au respect de la vie privée peut être de nature à porter atteinte à la liberté individuelle »)

et décision du 9 nov. 1999 n° 99-419 DC (« la liberté proclamée à [l'article 2 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen] implique le respect de la vie privée »)

✓ Art. 9 du Code civil : « chacun a droit au respect de sa vie privée »

✓ Art. 226-1 du Code pénal

➤ LE RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET LE DROIT DES PATIENTS HOSPITALISÉS

❖ ART. L 1110-4-I CSP :

« toute personne prise en charge par un professionnel de santé, un établissement ou service, un professionnel ou organisme concourant à la prévention ou aux soins dont les conditions d'exercice ou les activités sont régies par le présent code, le service de santé des armées, un professionnel du secteur médico-social ou social ou un établissement ou service social et médico-social mentionné au i de l'article [L. 312-1](#) du code de l'action sociale et des familles a droit au respect de sa vie privée et du secret des informations la concernant.

❖ CHARTE DE LA PERSONNE HOSPITALISÉE

CHAP 9 « le respect de la vie privée est garanti à toute personne » et « toute personne hospitalisée a droit au respect de sa vie privée »

➤ LE RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET LE DROIT DES PATIENTS HOSPITALISÉS EN PSYCHIATRIE

Il n'existe théoriquement pas de spécificités

- Pour les patients en soins libres, cf l'article L 3211-2 alinéa 1^{er} CSP « une personne faisant l'objet de soins psychiatriques avec son consentement pour des troubles mentaux est dite en soins psychiatriques libres. Elle dispose des mêmes droits liés à l'exercice des libertés individuelles que ceux qui sont reconnus aux malades soignés pour une autre cause ».
- Pour les patients en soins sans consentement, cf l'article L 3211-3 CSP , selon l'alinéa 1^{er} « Les restrictions à l'exercice de ses libertés individuelles doivent être adaptées, nécessaires et proportionnées à son état mental et à la mise en œuvre du traitement requis. En toutes circonstances, la dignité de la personne doit être respectée et sa réinsertion recherchée » et selon l'alinéa 3, « en tout état de cause, elle dispose du droit ...d'émettre et de recevoir du courrier ».
- Charte d'hospitalisation en psychiatrie: cadre fixé en 2019 dans un document élaboré par l'EPSM de Lille et les représentants des CME des établissements spécialisés en psychiatrie

Cela implique plusieurs éléments:

-Dans tous les cas, la dignité du patient en soins sans consentement doit être respectée et respect de la vie privée et dignité sont étroitement liés

-Des atteintes sont admises en raison de la situation particulière dans laquelle se trouve le patient. Mais elles sont étroitement circonscrites par la loi et doivent répondre à trois conditions cumulatives:
adaptation , nécessité, proportionnalité

-Malgré son statut, le patient en soins sans consentement dispose en tout état de cause du droit de recevoir et d'émettre du courrier, composante du droit au respect de la vie privée qui a priori ne devrait pas être atteinte.

Donc pour cette catégorie de patients (en soins sans consentement) la protection du droit à la vie privée peut poser certaines difficultés aux autorités qui assurent sa prise en charge. Ce droit peut faire l'objet de restrictions au vu de considérations médicales.

L'exercice de ce droit reflète parfaitement les tensions qui existent dans le soin en psychiatrie : respect des libertés de l'individu d'un côté et restrictions des droits de l'autre, nécessitées par l'état de santé du patient dans un but de protection de l'intéressé contre lui-même et des tiers.

A noter l'attention portée par le CGLPL qui dans ses rapports et recommandations a pu dénoncer un certain nombre de violations et a récemment contribué à accroître leur protection comme celle de toutes les personnes privées de liberté en publiant en 2020 des *Recommandations minimales pour le respect de la dignité et la protection des droits fondamentaux des personnes privées de liberté* . Il s'agit par là de contribuer à l'élaboration et à l'enrichissement d'un droit de la privation de liberté. Parmi ces recommandations certaines sont relatives, directement ou indirectement, au droit au respect de la vie privée.

Plus encore, il a publié un rapport thématique en 2022 *sur L'intimité au risque de la privation de liberté* comportant évidemment de nombreux développements sur la situation des patients hospitalisés en soins sans consentement.

PLAN SUIVI:

I. L'AMÉNAGEMENT ET LE RESPECT DU LIEU DE VIE DU PATIENT HOSPITALISÉ

L'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DES BÂTIMENTS ET DES CHAMBRES :

LA PROTECTION DE LA PERSONNE DU PATIENT ET DE SON IMAGE

II. LA PROTECTION DES RELATIONS DU PATIENT AVEC LES TIERS

LE RESPECT DU SECRET PROFESSIONNEL

LES LIENS AVEC L' EXTERIEUR

I. L'AMÉNAGEMENT ET LE RESPECT DU LIEU DE VIE DU PATIENT HOSPITALISÉ

lieu de vie du patient : établissement. Il faut donc respecter son intimité et sa tranquillité et celle de tous les patients . Participe aussi de la garantie de la dignité du patient.

➤ L'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DES BÂTIMENTS ET DES CHAMBRES :

L'architecture des bâtiments, de la chambre sont déterminantes pour sa protection contre des intrusions abusives dans sa vie privée et aussi pour lui permettre de bénéficier de tranquillité et d'intimité.

- ***Implique une articulation des espaces collectifs/ espaces privés*** et un accès à la chambre par le patient en « fonction de son souhait, de son état clinique, de son traitement » (Rapp. CGLPL 2014). Réitéré dans son rapport sur l'intimité en 2022.

Importance soulignée notamment par le CGLPL d'un accès aux sanitaires correct (point d'attention particulier à avoir concernant les chambres d'isolement).

Cela se comprend comme **une manifestation du respect de la vie privée dans sa composante du respect de l'intimité du patient, en particulier corporelle.**

Recommandation « L'intimité des personnes privées de liberté doit être préservée dans les sanitaires et les salles d'eau, dont l'agencement doit permettre de s'isoler. ...Les responsables des lieux d'hébergement doivent tenir à leur disposition des produits d'hygiène adaptés à leur genre déclaré pour qu'elles puissent veiller à leur hygiène personnelle » (Rapp. Intimité 2022)

L'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DES BÂTIMENTS ET DES CHAMBRES

▪ *Implique une prudence dans l'usage de la vidéosurveillance*

L'usage de la vidéosurveillance **heurte par principe le droit à l'intimité, le droit à l'image voire parfois le droit au secret médical** donc le respect de la vie privée et la dignité de la personne

Lors de visites, le CGLPL a eu l'occasion de constater un usage de cette technique dans différents établissements de santé, soit pour en surveiller les accès, soit dans leur enceinte avec des positionnements et pratiques variables: salle d'attente, zones de circulation comme les couloirs, voire chambres d'isolement et chambres (cf Rapp. Annuel 2009 *Vidéosurveillance et lieux de privation de liberté*)

L'usage parfois constaté de moyens audio de surveillance comme des micros laissés dans les chambres faute de bouton d'appel est aussi une atteinte grave au droit à la vie privée et l'intimité du patient et c'est complètement irrégulier car non organisé par la loi.

L'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DES BÂTIMENTS ET DES CHAMBRES

- ***Implique une architecture et un aménagement correct de la chambre.***

Des difficultés existent parfois en pratique.

- Suppose d'être protégé du regard des autres notamment (question posée par les impostes vitrées, les films opaques qui peuvent ne régler que partiellement le pb, pas la nuit...)
- Mais aussi d'avoir un accès à la lumière du jour (cf CGLPL- recommandation rapp. 2022: « la préservation de l'intimité dans les lieux de privation de liberté suppose que les personnes qui y sont accueillies aient en permanence la maîtrise de l'éclairage naturel et artificiel du local dans lequel elles habitent ou travaillent »)

L'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DES BÂTIMENTS ET DES CHAMBRES

- ***Implique une protection de la chambre contre des intrusions.***

C'est ici une déclinaison de la protection du domicile, composante de la vie privée.

Rappel: selon la loi, le patient hospitalisé conserve le domicile qui était le sien au moment de son hospitalisation. Mais la chambre occupée par le malade « est un domicile protégé en tant que tel par la loi, qu'il occupe à titre temporaire mais certain et privatif et à partir du moment où cette chambre lui est affectée, et pour tout le temps où dure cette affectation il a le droit, sous la seule réserve des nécessités du service de se dire chez lui et notamment d'être défendu contre la curiosité publique » (CA Paris 17 mars 1986).

- De ce fait d'un côté le patient a le droit de recevoir les visites de son choix,
- D'un autre côté l'accès de journalistes, photographes etc...dépend de son accord express

(cf art R 1112-47 CSP :les journalistes, photographes, démarcheurs et représentants n'ont pas accès aux malades, sauf accord de ceux-ci et autorisation écrite donnée par le directeur/ Chap. 9 de la Charte de la personne hospitalisée: « cet accès doit être utilisé avec mesure afin d'éviter tout abus de l'éventuelle vulnérabilité des patients »)

I L'AMÉNAGEMENT ET LE RESPECT DU LIEU DE VIE DU PATIENT HOSPITALISÉ

➤ LA PROTECTION DE LA PERSONNE DU PATIENT ET DE SON IMAGE

■ ***Protéger la vie privée et l'intimité du patient nécessite d'être vigilant quant aux fouilles.***

Contrairement au milieu pénitentiaire elles n'ont aucun fondement légal. A ce titre dans son rapport *Soins sans consentement et droits fondamentaux, (juin 2020)*, le CGLPL effectue la recommandation suivante « la pratique des fouilles des patients, de leurs placards ou des sacs des visiteurs qui constitue une violation de l'intimité et une atteinte à la dignité, doit être proscrite. Il ne peut être dérogé à cette interdiction que dans des situations exceptionnelles où une fouille permettrait de prévenir un risque grave et imminent pour le patient ou pour les tiers ».

La justification doit être précise.

En lien avec cette question, celle de la suppression des effets personnels du patient et dispositions de règlements intérieurs « invitant » celui-ci à déposer certains objets.

LA PROTECTION DE LA PERSONNE DU PATIENT ET DE SON IMAGE

■ *Protéger la vie privée et l'intimité du patient nécessite d'être respectueux de son image*

-Le droit à l'image est une composante de la vie privée et renvoie non seulement à la captation mais aussi à la diffusion de l'image. Le patient a, comme toute personne, le droit de s'y opposer.

Si de manière générale, le CGLPL recommande que « Les personnes privées de liberté disposent de leur droit à l'image dans les conditions du droit commun », il insiste sur le fait que « Une attention particulière doit être portée au caractère éclairé du consentement du patient concerné dans les conditions de mise en œuvre du droit commun. En cas de doute sur sa capacité à consentir, il doit être fait appel à la personne de confiance » (Recommandations 2020 n°. 181).

- **Ex. récent: action en responsabilité engagée contre le CH du Vinatier suite au tournage du film documentaire de R.Depardon 12 jours.**

Le juge a rappelé qu' « il appartient aux établissements hospitaliers d'assurer le respect de la dignité et de la vie privée de leurs patients ainsi que de la confidentialité des données les concernant, dans le respect du principe du secret médical. Nul ne peut en particulier saisir des images d'un patient dans un service hospitalier dans le but de les diffuser, sans accord exprès de ce patient, et dans le cadre qu'il appartient au directeur de l'hôpital de définir ». En l'espèce, ces conditions étaient remplies (accord du patient, confirmation par son conseil, pas de mesure de protection juridique etc...) donc « il s'ensuit, compte tenu de l'ensemble des garanties définies par le centre hospitalier pour accorder l'autorisation de tournage, qu'aucune faute imputable à l'hôpital ne peut être caractérisée. Dans ces conditions, la demande de M.A tendant à la condamnation du centre hospitalier à lui verser la somme de 25 000 euros au titre de son préjudice moral doit être rejetée » **CAA Lyon 29 septembre 2022 n°21LY00791**

II. LA PROTECTION DES RELATIONS DU PATIENT AVEC LES TIERS

Si protéger les relations du patient avec le tiers est une manifestation du respect au droit de sa vie privée, cela participe aussi évidemment du respect de sa dignité

➤ **LE RESPECT DU SECRET PROFESSIONNEL :**

■ ***Les principes***

La Charte de la personne hospitalisée rappelle l'obligation qui incombe aux personnels de santé de respecter le secret professionnel et celle qui pèse sur l'établissement de garantir la confidentialité des informations qu'ils détiennent sur le patient. (cf art L 1110-4 CSP, art 226-13 et 14 du Code pénal, art. 26 de la loi du 13 juillet 1983 *portant droits et obligations des fonctionnaires*).

Une des déclinaisons particulières est le secret médical mentionné à l'art R 4127-4 CSP selon lequel « le secret professionnel institué dans l'intérêt des patients s'impose à tout médecin dans les conditions établies par la loi ». Le Code de déontologie impose d'ailleurs que le médecin veille à ce que les personnes qui l'assistent dans son exercice soient instruites de leur obligation en termes de secret. Il en est de même pour les infirmiers (cf art R 4127-72 et R 4312-5 CSP).

■ **Les situations susceptibles de porter atteinte au secret**

✓ divulgarion de la présence de la personne au sein de l'établissement

Par ex. CGLPL attire l'attention d'un établissement qui faisait figurer dans l'avis de l'arrêt de travail à remettre par le patient à l'employeur non seulement le nom du médecin mais aussi celui de l'établissement lequel était spécialisé en psychiatrie, addictologie et gériatrie). (Rapp. Annuel 2016 p.89)

✓ Délivrance d'informations par un infirmier en psychiatrie sur un patient à un réalisateur de court-métrage

CE 1^{er} juin 1994 *centre hospitalier spécialisé Le Valmont n° 150870* : M.X infirmier de secteur psychiatrique employé au Centre hospitalier spécialisé Le Valmont, a participé à la réalisation d'un court métrage tourné par des lycéens, consacré à l'activité artistique comme mode de traitement des malades atteints de troubles psychiques ; qu'à cette occasion il a fourni au réalisateur des informations qui ont permis à ce dernier d'entrer en contact avec une malade qui, même si elle bénéficiait de sorties d'essai, dépendait du centre hospitalier, sous la responsabilité médicale duquel elle se trouvait placée ; que, même si m. x... n'a pas personnellement participé à l'interview obtenue de cette malade, et s'il soutient n'avoir pas dévoilé à l'équipe de tournage les informations médicales la concernant, il a, en révélant son existence et son nom et en permettant ainsi à des tiers au service de s'adresser à elle et d'apprendre d'elle des faits dont il est question tant dans le film que dans l'interview, manqué à l'obligation de secret professionnel »

✓ Distribution des médicaments aux patients au sein des établissements :

Elle est effectuée selon des modalités très variables selon les établissements

II LA PROTECTION DES RELATIONS DU PATIENT AVEC LES TIERS

➤ LES LIENS AVEC L' EXTERIEUR

▪ ***respecter la vie privée du patient c'est respecter son droit de visite***

✓ ***Le principe du droit de visite***

- cf Art R 1112-47 CSP

Si le patient a droit de recevoir de la visite, il peut aussi s'y opposer en demandant à un cadre du service « de ne pas permettre aux personnes qu'ils désignent d'avoir accès auprès d'eux »

Il n'existe de ce point de vue aucune particularité pour le patient hospitalisé en psychiatrie par rapport à un patient hospitalisé pour une autre cause et donc pas de spécificités pour les patients en soins sans consentement.

- Si permettre l'exercice du droit de visite est un élément du respect du droit à la vie privée du patient, les conditions dans lesquelles il s'exerce doivent aussi garantir le respect de l'intimité et de la vie privée, c'est à dire la confidentialité des rencontres notamment (pratiques hétérogènes selon établissements, pièce dédiée ou pas etc...)

✓ **Les limitations apportées au droit de visite**

Pour les patients en soins sans consentement, une limitation voire une interdiction ponctuelle de visite est envisageable si elle est motivée par des considérations sécuritaires ou sanitaires et si elle n'est pas disproportionnée. A défaut, elle pourra être sanctionnée.

Le juge administratif s'assure de l'adéquation de l'atteinte au droit du patient de maintenir des liens avec un membre de sa famille - découlant de l'article 8 de la convention européenne- aux buts recherchés par l'auteur de la décision : bon fonctionnement du service, sécurité des patients et des personnels

Par ex TA Versailles 25 janv. 2012 n° 090866

V. Aussi CE 2 oct.2017 *Solana* n° 399753

Les restrictions à ce droit doivent donc respecter les conditions posées à l'article L 3211-3 CSP: adaptation, nécessité, proportionnalité.

Le CGLPL constate des manquements notamment concernant la visite des enfants à leurs parents hospitalisés sans leur consentement. Pour lui « ces visites ne doivent pas être systématiquement interdites mais adaptées à la situation familiale et à l'état du patient » (Rapp. Soins sans consentement et droits fondamentaux Recommandation 45).

➤ LES LIENS AVEC L' EXTERIEUR

- ***Respecter la vie privée du patient c'est respecter la liberté et la confidentialité des correspondances et des communications***

Il n'existe là encore pas de spécificité pour les patients psychiatriques et pour les patients en soins sans consentement

✓ ***le droit d'émettre et de recevoir du courrier***

Il figure même à l'article L 3211-3 CSP parmi « les droits détenus en tout état de cause ». Cela signifie que c'est un droit intangible. Certes l'article se réfère au courrier et non à la correspondance comme l'article 8 de la Convention européenne mais la confidentialité s'impose à tous les moyens de communication.

Les modalités d'exercice et la confidentialité de la correspondance doivent être garantis. Les courriers ne devraient pas être ouverts ni même contrôlés.

Les restrictions doivent toujours répondre aux mêmes critères. Elles existent parfois et sont justifiées par des motivations médicales- certaines correspondances étant jugées néfastes pour le patient-.

V. CE 6 avr. 2007 *Bernardet/ CHS de Cadillac*: « en décidant que M.B ne pourrait émettre des courriers qu'à la condition qu'ils soient adressés à leurs destinataires par l'intermédiaire d'un avocat, le centre hospitalier spécialisé de Cadillac-sur-Garonne a illégalement restreint le droit de M.B d'émettre des courriers »

✓ ***Les mêmes règles devraient logiquement prévaloir s'agissant de l'usage du téléphone***

- Sur ce point les pratiques sont très variables quant à l'usage de leur téléphone personnel par les patients au sein des établissements psychiatriques, s'agissant spécialement des patients en soins sans consentement.
- Les patients peuvent être conduits à se servir du téléphone du service dans des conditions ne garantissant pas la tranquillité ni la confidentialité des conversations ; or cela est problématique lorsqu'il s'agit d'un entretien du malade avec son avocat ou le juge des libertés et de la détention.

✓ **De nos jours, ces règles ont vocation à concerner l'accès à internet et au courrier électronique.**

Cf avis du 12 décembre 2019 du CGLPL *relatif à l'accès à internet dans les lieux de privation de liberté* dans lequel il rappelle qu'il n'existe aucun fondement légal à une privation d'un accès à internet et que cela peut constituer une privation du droit au respect de la vie privée numérique.

Plus largement le CGLPL rappelle la nécessité de respecter la liberté et la confidentialité des correspondances (courriers et téléphone) et l'accès à Internet dans ses *Recommandations minimales applicables à tous les lieux de privation de liberté*.

De manière générale, Il effectue dans son rapport sur *l'intimité* en 2022 la recommandation suivante:
« Les autorités doivent mettre à disposition tout moyen de tisser ou d'entretenir des liens affectifs ou sociaux, y compris par les nouvelles technologies ».

▪ **Respecter la vie privée du patient, c'est respecter sa liberté sexuelle**

- ✓ les établissements doivent veiller à ce que les patients puissent à des moyens de contraception
- ✓ liens entre liberté sexuelle et vie privée selon la CEDH et le juge administratif français
- CAA Bordeaux 6 nov. 2012 n°11bx01790): censure du règlement intérieur d'un établissement interdisant les relations sexuelles à tous les patients d'une unité de soins. Pour le juge, la liberté de la vie sexuelle peut connaître des restrictions pour des motifs de santé publique mais elles doivent être justifiées et proportionnées à des risques identifiés. Or, en l'espèce, aucun élément relatif à l'état de santé des patients de l'unité en cause ni à la mise en œuvre de traitements médicaux n'était invoqué pour expliquer une telle interdiction. Cette dernière, générale et absolue, a donc été sanctionnée comme excessive non seulement au regard de l'article 8 de la Convention européenne mais aussi des dispositions de l'article L 3211-3 CSP.

CONCLUSION

- Attention croissante portée sur le droit au respect de la vie privée du patient hospitalisé en psychiatrie et plus largement sur ses droits ces dernières années
- Cf difficultés liées à l'hétérogénéité des pratiques ce qui conduit à une inégalité dans le respect des droits
- Au-delà du patient hospitalisé, il convient aussi d'attirer l'attention sur les droits et particulièrement le droit au respect de la vie privée du patient soigné en ambulatoire et **des patients en soins sans consentement sous programmes de soins.**

« Le placement des soins ambulatoires hors du contrôle du juge paraît dénué de fondement : il y aurait au contraire grand intérêt à ouvrir au juge ce contentieux particulièrement sensible au regard du respect de la vie privée ».V. CNCDH *Avis sur le projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins sans consentement*, 31 mars 2011 §27.

Dans le cas d'un programme de soins, la personne se trouve dans un « entre deux » : elle n'est pas totalement libre, mais elle ne fait pas l'objet d'une mesure totalement privative de liberté comme dans le cadre d'une hospitalisation complète.

REPERES BIBLIOGRAPHIQUES

- TRAVAUX DU CGLPL:

- ✓ Rapports annuels d'activité et rapports de visite des établissements de santé mentale
- ✓ Rapports thématiques et en particulier:
 - *Isolement et contention dans les établissements de santé mentale*, 2016
 - *Soins sans consentement et droits fondamentaux*, juin 2020
 - *L'intimité au risque de la privation de liberté*, juillet 2022
- ✓ Avis
- ✓ *Recommandations minimales pour le respect de la dignité et la protection des droits fondamentaux des personnes privées de liberté*, 2020

-OUVRAGES

- ✓ S. Henneville-Vauchez et D. Roman, *Droits de l'Homme et libertés fondamentales*- Dalloz 2022
- ✓ M. L Moquet-Anger *Droit hospitalier* , LGDJ 2022
- ✓ E.Gallardo et M.Giacopelli (Dir.), *L'élaboration d'un droit de la privation de liberté*, LexisNexis 2020 avec notamment:
 - M. Ghevontian « La dignité », p. 141
 - J.Souhami « Le respect de la vie privée », p.307
 - S.Théron « Entre universalisme et spécificité des règles de protection contre la contrainte additionnelle : le cas de l'isolement et de la contention en psychiatrie », p. 290
- ✓ S. Théron (Préf. C. Arbus), *Les soins psychiatriques sans consentement*, Dunod, 2017
- ✓ S. Théron (Préf. C. Arbus), *Dictionnaire de droit de la santé mentale et de la psychiatrie*, LEH 2023